

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Moreau, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-11

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Rivière-du-Loup

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la ville pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108840

Rivière-du-Loup, le 11 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations	
		2019	2018 Redressé note 22
Revenus			
Taxes	1	31 439 078	29 879 184
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 723 628	2 367 708
Quotes-parts	3		
Transferts	4	6 526 322	2 659 342
Services rendus	5	6 030 231	7 106 051
Imposition de droits	6	950 701	1 127 930
Amendes et pénalités	7	722 139	648 026
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	451 001	438 337
Autres revenus	10	1 390 751	1 704 248
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(1 427 829)	(1 401 121)
Effet net des opérations de restructuration	12		(396 761)
	13	48 806 022	44 132 944
Charges			
Administration générale	14	5 662 129	5 205 127
Sécurité publique	15	6 069 882	5 566 587
Transport	16	8 283 444	7 992 606
Hygiène du milieu	17	11 905 362	12 049 497
Santé et bien-être	18	222 810	213 961
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 424 226	1 565 905
Loisirs et culture	20	7 621 596	6 895 127
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 402 759	1 313 653
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	42 592 208	40 802 463
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 213 814	3 330 481
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	114 814 651	107 300 675
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	4	4 183 495
Solde redressé	28	114 814 655	111 484 170
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	121 028 469	114 814 651

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 685 334	5 731 147
Débiteurs (note 5)	2	14 751 592	11 388 411
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 454 655	4 354 556
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(3 292 751)	(1 864 922)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>26 730 010</u>	<u>19 740 372</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3	1 000 003
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 605 463	13 323 739
Revenus reportés (note 12)	12	1 006 927	694 978
Dette à long terme (note 13)	13	49 323 036	36 696 962
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 299 200	869 100
	15	<u>65 234 629</u>	<u>52 584 782</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(38 504 619)</u>	<u>(32 844 410)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	158 706 191	146 891 559
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	161 280	161 280
Stocks de fournitures	19	553 028	584 445
Autres actifs non financiers (note 17)	20	112 589	21 777
	21	<u>159 533 088</u>	<u>147 659 061</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>121 028 469</u>	<u>114 814 651</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 213 814	3 330 481
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(18 296 658)	(12 497 935)
Produit de cession	3	20 650	1 162 211
Amortissement	4	6 479 989	6 315 774
(Gain) perte sur cession	5	(18 613)	24 648
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(11 814 632)	(4 995 302)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		6 405
Variation des stocks de fournitures	9	31 417	(2 596)
Variation des autres actifs non financiers	10	(90 812)	(7 370)
	11	(59 395)	(3 561)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	2	(1)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 660 211)	(1 668 383)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(32 844 410)	(35 359 522)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16	2	4 183 495
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(32 844 408)	(31 176 027)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(38 504 619)	(32 844 410)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 213 814	3 330 481
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 479 989	6 315 774
Autres			
- Gain (perte) cession immo.	3	(18 613)	24 648
- Perte valeur placement invest.	4	1 427 829	1 401 119
	5	14 103 019	11 072 022
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 363 181)	(2 203 831)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(3 285 398)	(906 316)
Revenus reportés	9	311 949	219 389
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	430 100	328 800
Propriétés destinées à la revente	11		6 405
Stocks de fournitures	12	31 417	(2 596)
Autres actifs non financiers	13	(90 812)	6 663
	14	8 137 094	8 520 536
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(14 729 536)	(8 551 898)
Produit de cession	16	20 650	1 162 211
	17	(14 708 886)	(7 389 687)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(2 755 675)	140 611
Remboursement ou cession	19	(47 642)	103 476
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(3 808 132)	116 286
Cession	21		
	22	(1 100 099)	(153 421)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	22 928 278	8 965 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 170 912)	(8 795 120)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 000 000)	(1 799 999)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(131 292)	(16 163)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	11 626 074	(1 646 282)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 954 183	(668 854)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 731 147	6 400 002
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	4	(1)
Solde redressé	33	5 731 151	6 400 001
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	9 685 334	5 731 147

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc. : 100 %;
- Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021 : 100 %;
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup : 100 %;.

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat de la Société d'Économie Mixte et d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER) qui se qualifie en tant qu'entreprise municipale et qui est comptabilisé selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention de 40 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont les ressources économiques sur lesquelles la Ville exerce un contrôle à la suite de transactions ou d'événements passés, et qui sont censées lui procurer des avantages économiques futurs.

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Périodes</u>
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'autres revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi").

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;
- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Modifications comptables du 1er janvier 2000 :
 - Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour l'excédent de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :
 - Passif constaté au 1er janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice :
 - linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.
- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2015: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.
- Appariement fiscal des revenus de transfert :
 - Démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour la dette à long terme en question :
 - au fur et à mesure du remboursement en capital de des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 685 334	5 731 147
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 9 685 334	5 731 147
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 3 433 016	2 984 313
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 5 401 371	4 127 600
Note		
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à 3 433 016 \$ et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.		
Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 442 623 \$ (1 329 260 \$ en 2018). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 562 364 \$ (463 025 \$ en 2018).		
Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021		
Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 13 593 \$ (14 831 \$ en 2018).		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 236 866	1 238 878
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 8 054 099	4 667 812
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 3 152 613	2 617 375
Organismes municipaux	15 555 060	643 726
Autres		
- Autres débiteurs	16 1 580 638	2 044 322
- Organismes consolidés	17 172 316	176 298
	18 14 751 592	11 388 411
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 6 581 251	3 177 783
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 6 581 251	3 177 783
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 68 487	73 745
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,14 % à 4,48 % et viennent à échéance au plus tard en 2040.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	131 180	131 180
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	131 180	131 180
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	438 655	291 030
Autres placements	31	5 016 000	4 063 526
	32	<u>5 454 655</u>	<u>4 354 556</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	5 016 000	4 063 526
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement de portefeuille - Placements à titre d'investissement est composé d'un placement à l'Union des municipalités du Québec totalisant la somme de 438 655 \$ (291 030 \$ au 31 décembre 2018).

Les placements de portefeuille - Autres placements sont composés de fonds d'actions Valeurs mobilières Desjardins totalisant la somme de 5 016 000 \$ (4 063 526 \$ au 31 décembre 2018).

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(889 600)	(436 400)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(409 600)	(432 700)
	37	<u>(1 299 200)</u>	<u>(869 100)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 924 500	1 768 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	25 800	77 600
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	40 593	38 362
	43	<u>1 990 893</u>	<u>1 884 262</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (4,2 %) et renouvelable en juin 2023. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville :

Montants autorisés	Taux d'intérêt	Renouvellement	#Règlement
3 990 000 \$	3,95 %	Juin 2023	1790
2 666 000 \$	3,95 %	Octobre 2023	1792
411 000 \$	3,95 %	Juin 2022	1570
679 060 \$	3,95 %	Décembre 2029	1998
1 550 000 \$	3,95 %	Décembre 2029	1981
734 913 \$	3,95 %	Décembre 2029	1978
2 645 800 \$	3,95 %	Décembre 2029	1976
3 813 800 \$	3,95 %	Décembre 2029	1975
2 432 000 \$	3,70 %	Décembre 2029	1972
1 700 000 \$	3,95 %	Décembre 2029	1953

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 827 784	3 996 726
Salaires et avantages sociaux	48	1 839 765	1 511 167
Dépôts et retenues de garantie	49	2 255 534	1 638 060
Provision pour contestations d'évaluation	50	8 946	8 946
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	5 610 375	5 110 032
Assainissement des sites contaminés	52		250 000
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	89 318	89 759
- TPS-TVQ, redevances	54	328 326	219 554
- Autres	55	645 415	499 495
-	56		
-	57		
	58	13 605 463	13 323 739

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	353 390	331 397
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Divers projets	68	167 474	112 104
- Fonds de stationnement	69	75 913	75 913
- Jeux du Québec	70	410 150	175 564
-	71		
	72	1 006 927	694 978

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,80	2020	2039	73	49 749 000	36 983 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	1,55	2021	2021	77	13 204	21 838
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	49 762 204	37 004 838
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(439 168)	(307 876)
					83	49 323 036	36 696 962

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	5 938 000	100	109	8 634	117	5 946 634
2021	85	93	5 270 000	101	110	4 570	118	5 274 570
2022	86	94	4 800 000	102	111		119	4 800 000
2023	87	95	4 850 000	103	112		120	4 850 000
2024	88	96	4 809 000	104	113		121	4 809 000
2025 et +	89	97	24 082 000	105	114		122	24 082 000
	90	98	49 749 000	106	115	13 204	123	49 762 204
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	49 749 000	108	116	13 204	125	49 762 204

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(38 504 619)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(38 504 619)
		(32 844 410)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	62 204 787	158	11 746	185		212	62 216 533
Eaux usées	131	37 323 469	159	67 188	186		213	37 390 657
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	43 794 408	160	2 492 415	187		214	46 286 823
Autres	133	35 017 205	161	888 178	188	(6 500)	215	35 911 883
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	38 178 651	163	450 826	190	6 500	217	38 622 977
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	7 307 932	165	1 112 297	192	92 527	219	8 327 702
Ameublement et équipement de bureau	138	3 194 433	166	71 570	193		220	3 266 003
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 232 335	167	910 660	194		221	7 142 995
Terrains	140	3 431 774	168		195		222	3 431 774
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>236 684 994</u>	170	<u>6 004 880</u>	197	<u>92 527</u>	224	<u>242 597 347</u>
Immobilisations en cours	143	<u>17 623 620</u>	171	<u>12 291 778</u>	198		225	<u>29 915 398</u>
	144	<u>254 308 614</u>	172	<u>18 296 658</u>	199	<u>92 527</u>	226	<u>272 512 745</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	26 876 634	173	995 171	200		227	27 871 805
Eaux usées	146	24 314 842	174	1 515 129	201		228	25 829 971
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	22 235 680	175	1 083 744	202		229	23 319 424
Autres	148	10 682 106	176	961 864	203	(1 301)	230	11 645 271
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	12 404 273	178	999 324	205	1 301	232	13 402 296
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	4 427 246	180	401 122	207	90 490	234	4 737 878
Ameublement et équipement de bureau	153	2 532 355	181	159 088	208		235	2 691 443
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 943 919	182	364 547	209		236	4 308 466
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>107 417 055</u>	184	<u>6 479 989</u>	211	<u>90 490</u>	238	<u>113 806 554</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>146 891 559</u>					239	<u>158 706 191</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	161 280	161 280
Autres	252		
	253	161 280	161 280
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	161 280	161 280
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais reportés	256	112 589	21 777
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	112 589	21 777
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****18. Obligations contractuelles**

CONTRATS:

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission Scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêt sur cette somme, payable sur une période de 15 ans. Le versement du capital a débuté en décembre 2018. Au 31 décembre 2019, l'engagement est de 2 600 000 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour le service de dégagement des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 6 200 768,85 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 2 294 284 \$;

2020: 1 240 154 \$;

2021: 1 054 130 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour le service professionnel d'opération des bâtiments et ouvrages d'eau potable et des eaux usées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 1 418 255 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 788 280 \$;

2020: 357 903 \$;

2021: 368 637 \$;

2022: 61 740 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2020 pour le service d'enlèvement des ordures, matières recyclables et matières organiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 4 119 003 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 4 119 003 \$;

2020: 798 533 \$;

2021: 811 000 \$;

2022: 823 667 \$;

2023: 836 334 \$;

2024: 849 469 \$,

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour le déneigement des stationnements et des kiosques postaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 379 332 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 113 800 \$;

2020: 75 866 \$;

2021: 37 934 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien des parcs et espaces verts. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 747 927 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 458 079 \$;

2020: 148 456 \$;

2021: 153 719 \$;

2022: 155 904 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien du réseau d'éclairage public et des bâtiments. Les taux horaires/hommes varient de 69 \$ à 81,50 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 7 ans à compter de 2020 pour les services professionnels en évaluation. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 2 314 702 \$ (T.P.S. et T.V.Q en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 2 314 702 \$;

2020: 260 008 \$;
2021: 255 643 \$;
2022: 488 196 \$;
2023: 257 668 \$;
2024: 269 240 \$;
2025: 498 811 \$;
2026: 285 136 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour le service de laboratoire analyse eau potable et eaux usées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 72 117 \$ (T.P.S. et T.V.Q en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 68 110 \$;

2020: 24 039 \$;
2021: 24 039 \$;
2022: 20 032 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2016 pour l'entretien des parcs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 297 896 \$ (T.P.S. et T.V.Q en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 28 950 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour la fourniture de combustible. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 802 924 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 602 207 \$;

2020: 267 648 \$;
2021: 267 648 \$;
2022: 66 911 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2019 pour le déneigement du LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 155 000 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 126 967 \$;

2020: 22 800 \$;
2021: 38 667 \$;
2022: 39 167 \$;
2023: 26 333 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour les analyses de laboratoire au LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 111 900 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 44 760 \$;

2020: 22 380 \$;
2021: 22 380 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2018 pour l'entretien des blocs sanitaires. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 87 729 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 29 243 \$ et est exigible au cours du prochaine exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2016 pour l'entretien des infrastructures en saison hivernal. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 148 400 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 28 950 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2018 pour l'inspection et analyse bornes d'incendie. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 64 585 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 21 529 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour le marquage des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 409 376 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 245 626 \$;

2020: 81 875 \$;
2021: 81 875 \$;
2022: 81 876 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'exploitation et l'entretien général du LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 4 260 544 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 3 303 466 \$;

2020: 833 542 \$;
2021: 853 542 \$;
2022: 873 708 \$;
2023: 742 674 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'opération de la balance au LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 443 559 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 345 666 \$;

2020: 86 483 \$;
2021: 89 072 \$;
2022: 91 751 \$;
2023: 78 360 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour la fourniture de gaz propane. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 147 227 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 90 790 \$;

2020: 29 445 \$;
2021: 29 445 \$;
2022: 29 445 \$;
2023: 2 455 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2018 pour des matériaux d'épandage. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 198 360 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 144 230 \$;

2020: 49 490 \$;
2021: 49 730 \$;
2022: 45 010 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien préventif des systèmes de protection incendie. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 151 032 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 90 619 \$;

2020: 30 206 \$;
2021: 30 206 \$;
2022: 30 207 \$.

La Ville s'est engagée par des contrats d'une durée de 1 an à compter de 2019 pour l'entretien ménager de ses différents locaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 220 447 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 220 447 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour l'aménagement et entretien des fleurs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 422 374 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 237 407 \$;

2020: 117 112 \$;
2021: 120 295 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour le service des vidanges de fosses septiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 256 790 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2019 est de 162 922 \$;

2020: 58 900 \$;
2021: 104 022 \$.

La Ville s'est engagé par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien du réseau d'éclairage public des bâtiments. Les taux horaires/hommes varient de 69 \$ à 81,50 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour la location de tracteur au site. Le tarif horaire variera de 122 \$ à 126 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2018 pour la location de machineries. Le tarif horaire variera de 102 \$ à 126 \$.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE:

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Les montants requis par cette Loi ont été consacrés à la formation en 2019.

Office municipal d'habitation de Rivière-du-Loup

L'Office municipal d'habitation de Rivière-du-Loup, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit. Au 31 décembre 2019, la Ville a versé un montant de 141 903 \$ (133 338 \$ au 31 décembre 2018).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

La Ville s'est engagée à contribuer financièrement à l'organisation du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec Hiver 2021, en remettant un montant de 1 500 000 \$ pour son fonctionnement. Cette somme sera versée à raison de 250 000 \$ par année à compter de 2016 et ce jusqu'en 2021.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement des sommes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions et du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 559 541 \$ sur une période de 16 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 95 525 \$ en 2020, 79 308 \$ en 2021, 65 831 \$ en 2022, 58 765 \$ en 2023 et 51 613 \$ en 2024.

Les subventions pour le remboursement du capital totalisent 2 738 766 \$ sur une période de 16 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 554 042 \$ en 2020, 454 595 \$ en 2021, 206 230 \$ en 2022, 205 441 \$ en 2023 et 212 593 \$ en 2024.

La Ville recevra un montant totalisant 200 000 \$ sur une période de quarante ans se terminant en mars 2054 pour un bail emphytéotique avec la SÉMER. Le montant annuel est de 5 000 \$ et a débuté en 2014. Au 31 décembre 2019, le solde à recevoir est de 170 000 \$.

La Ville a également conclu un contrat de location pour d'un local à la Société québécoise des Infrastructures à l'édifice Rosaire Gendron. La location se terminera le 30 avril 2022. Le montant minimum que la Ville recevra totalise 331 140 \$. L'échéancier de ce revenu de loyer est de 141 917 \$ de 2020 à 2021 et 47 306 \$ en 2022.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup

La Ville garantit les obligations de la Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 19 500 000 \$. La direction estime que la probabilité que la ville ait à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup**

La Ville garantit la dette de la Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 164 285 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Club de curling de Rivière-du-Loup

La Ville garantit la dette du Club de curling de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 3 422 250 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 361 452 \$ (1 439 631 \$ au 31 décembre 2018).

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Une poursuite d'un montant de 615 000 \$ a été intentée contre la Ville de Rivière-du-Loup en 2019. Nos assureurs sont au fait du dossier. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

d) Autres**Contestations d'évaluation**

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2017 à 2019. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 8 946 \$ a été inscrite à l'état consolidé de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2018, la Ville a comptabilisé un montant de 3 177 783 \$ concernant l'inscription des débiteurs affecté au remboursement de la dette à long terme. Ainsi, cette modification comptable a entraîné une augmentation (diminution) des postes suivants :

Débiteurs

Gouvernement du Québec et ses entreprises : 3 177 783 \$

Excédent (déficit) accumulé

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs : 3 177 783 \$.

Organisme consolidé - Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

Au cours de l'exercice, l'organisme a effectué une correction de la comptabilisation des apports et des commandites reçus afin de reporter ces montants aux années subséquentes. Ce changement a été appliqué rétroactivement et a entraîné une augmentation (diminution) des postes des états financiers comme suit :

Produits

Transferts	(546 330 \$)
Services rendus	(115 575 \$)
Effet net des opérations de restructuration	(585 484 \$)

Actif

Débiteurs	(63 245 \$)
-----------	-------------

Passif

Créditeurs	2 867 \$
Revenus reportés	175 564 \$

Excédent (déficit) accumulé	(241 676 \$)
-----------------------------	--------------

23. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute de renseignements nécessaires.

24. Instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs au coût après amortissement à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisés dans les résultats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 6 700 000 \$ (6 400 000 \$ au 31 décembre 2018). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26 Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 6 ans;
- Capacité restante estimative : 443 761 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 5 016 000 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 373 992 \$. Au 31 décembre 2019, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 5 610 375 \$, de sorte qu'un solde de 1 763 617 \$ reste à constater.

27 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2019, un montant de 0 \$ (250 000 \$ au 31 décembre 2018) est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

28 Apparentés

La Ville de Rivière-du-Loup tient à divulguer les informations relatives aux apparentés qu'elle a conclue au cours de l'exercice financier. Les apparentés ont été identifiées par la Ville de Rivière-du-Loup et comprennent les membres du conseil municipal et les principaux dirigeants apparaissant sur le registre des entreprises du Québec. Les principales opérations concernent le remboursement des frais de déplacement, repas et hébergement selon la directive interne portant sur le sujet. De plus, elles incluent les montants versés à titre d'indemnité de renonciation à la réintégration à l'emploi.

<u>Nom</u>	<u>Montants</u>
Georges Deschênes, greffier	2 028 \$
Steeve Drapeau, conseiller	453 \$
Jacques Moreau, trésorier	2 632 \$
Jacques Poulin, directeur général	197 475 \$
Denis Lagacé, directeur général	2 947 \$
Sylvie Vignet, mairesse	4 712 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

De plus, la Ville a signé deux protocoles d'entente offrant diverses gratuités pour la tenue d'événements organisés par les promoteurs suivants :

- M. André Beaulieu, conseiller, faisant affaire sous la raison sociale de RDL Auto Expo : Prêt d'équipements, service d'hygiène et permis de fermeture de rues.

- Étincelle, Publicité, Marketing, Web, société ayant M. Steeve Drapeau comme actionnaire, conseiller à la Ville de Rivière-du-Loup : Prêt d'équipements et de terrain appartenant à la Ville, service d'hygiène et permis de fermeture de rues.

Comité organisateur des la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup

La Ville est lié avec le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup étant donné que trois représentants de la Ville siègent au conseil d'administration.

Au cours de l'exercice, la Ville a fourni à titre gratuit les sites, locaux et installations sportives et de loisirs appartenant à cette dernière. Elle a également fourni à titre gratuit des services de gestion et de tenue de livres à l'organisme.

La valeur de ses services n'a pas été estimée ni constatée aux états financiers de l'exercice.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange.

29 Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le prochain exercice.

30 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

Après la fin d'exercice, la Ville :

- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour la mise-à-niveau du Stade de la Cité des Jeunes et la construction d'une glace de dimension olympique, d'un montant de 9 137 715 \$ plus taxes. Cette dépense sera financée par une subvention de 5 000 000 \$ et par un emprunt à long terme pour le solde.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour la réfection du pavage et construction de trottoirs sur diverses rues, d'un montant de 1 803 167 \$ plus taxes. Cette dépense sera payée par un emprunt à long terme de 825 985 \$ et le solde par une affectation des activités de fonctionnement aux activités d'investissement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
		Redressé note 22					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	29 879 184	30 388 795	31 439 078			31 439 078
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 367 708	2 580 161	2 723 628			2 723 628
Quotes-parts	3						
Transferts	4	960 644	1 257 406	1 070 657		1 419 583	1 176 896
Services rendus	5	7 046 625	6 229 049	5 961 623		68 608	6 030 231
Imposition de droits	6	1 127 930	902 988	950 701			950 701
Amendes et pénalités	7	648 026	531 400	722 139			722 139
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	423 025	281 018	424 632		26 369	451 001
Autres revenus	10	1 061 255	777 085	1 164 904			1 164 904
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	43 514 397	42 947 902	44 457 362		1 514 560	44 658 578
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 691 987	1 935 356	5 349 426			5 349 426
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	642 993	225 847	225 847			225 847
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(1 401 121)		(1 427 829)			(1 427 829)
	20	933 859	2 161 203	4 147 444			4 147 444
	21	44 448 256	45 109 105	48 604 806		1 514 560	48 806 022
Charges							
Administration générale	22	4 992 214	5 569 751	5 384 104	278 025		5 662 129
Sécurité publique	23	5 306 844	5 414 610	5 808 407	261 475		6 069 882
Transport	24	6 448 877	6 337 325	6 678 739	1 578 043	160 662	8 283 444
Hygiène du milieu	25	8 871 983	8 836 380	8 701 152	3 204 210		11 905 362
Santé et bien-être	26	213 961	235 211	222 810			222 810
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 542 319	1 795 786	1 401 958	22 268		1 424 226
Loisirs et culture	28	5 954 255	6 296 665	6 256 251	1 134 168	1 302 510	7 621 596
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 313 653	1 429 498	1 402 625		134	1 402 759
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 302 254	6 478 189	6 478 189	(6 478 189)		
	33	40 946 360	42 393 415	42 334 235		1 463 306	42 592 208
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 501 896	2 715 690	6 270 571		51 254	6 213 814

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 501 896	2 715 690	6 270 571	6 213 814
Moins: revenus d'investissement	2	(933 859)	(2 161 203)	(4 147 444)	(4 147 444)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 568 037	554 487	2 123 127	2 066 370
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4	6 302 254	6 478 189	6 478 189	6 479 989
Produit de cession	5	57 347		20 650	20 650
(Gain) perte sur cession	6	24 648		(18 613)	(18 613)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	6 384 249	6 478 189	6 480 226	6 482 026
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	6 405			
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	6 405			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	103 476	25 000	(47 642)	(47 642)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	103 476	25 000	(47 642)	(47 642)
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 958 772)	(4 794 263)	(4 250 308)	(4 250 308)
	18	(3 958 772)	(4 794 263)	(4 250 308)	(4 250 308)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(1 681 504)	(1 740 610)	(2 201 412)	(2 201 412)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	76 610		377 833	377 833
Excédent de fonctionnement affecté	21		60 000	317 935	317 935
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 108 075)	(592 391)	(749 188)	(749 188)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(35 312)	9 588	(313 465)	(313 465)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(2 748 281)	(2 263 413)	(2 568 297)	(2 568 297)
	26	(212 923)	(554 487)	(386 021)	(384 221)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 355 114		1 737 106	1 682 149

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	933 859	4 147 444			4 147 444
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(74 596)	(103 265)	()	()	(103 265)
Sécurité publique	3	(683 752)	(32 014)	()	()	(32 014)
Transport	4	(4 555 663)	(6 122 803)	()	()	(6 122 803)
Hygiène du milieu	5	(6 630 685)	(6 837 362)	()	()	(6 837 362)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(28 084)	(1 251 683)	()	()	(1 251 683)
Loisirs et culture	8	(525 155)	(3 949 531)	()	()	(3 949 531)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(12 497 935)	(18 296 658)	()	()	(18 296 658)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(1 260 510)	(1 327 846)	()	()	(1 327 846)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 837 400	13 604 208			13 604 208
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 681 504	2 201 412			2 201 412
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15		92 007			92 007
Excédent de fonctionnement affecté	16	197 088	149 535			149 535
Réserves financières et fonds réservés	17	1 131 664	970 191			970 191
	18	3 010 256	3 413 145			3 413 145
	19	(3 389 769)	48 541			48 541
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(2 455 910)	4 195 985			4 195 985

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	Administration municipale	2019	Total consolidé¹
		Redressé note 22	municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 899 401	9 190 168	495 166	9 685 334
Débiteurs (note 5)	2	11 212 113	14 579 276	819 364	14 751 592
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180		131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 354 556	5 454 655		5 454 655
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(1 864 922)	(3 292 751)		(3 292 751)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	18 732 328	26 062 528	1 314 530	26 730 010
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 000 003	3		3
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 261 730	14 144 624	107 887	13 605 463
Revenus reportés (note 12)	12	517 414	596 777	1 054 798	1 006 927
Dette à long terme (note 13)	13	36 696 962	49 323 036		49 323 036
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	869 100	1 299 200		1 299 200
	15	52 345 209	65 363 640	1 162 685	65 234 629
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(33 612 881)	(39 301 112)	151 845	(38 504 619)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	146 880 799	158 697 231	8 960	158 706 191
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	161 280	161 280		161 280
Stocks de fournitures	19	554 929	546 083	6 945	553 028
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 777	172 996		112 589
	21	147 618 785	159 577 590	15 905	159 533 088
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 636 000	3 944 380	99 078	4 627 699
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 527 842	2 719 258	59 712	2 778 970
Réserves financières et fonds réservés	24	2 984 312	3 433 016		3 433 016
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 969 166)	(2 468 901)		(2 468 901)
Financement des investissements en cours	26	(6 067 096)	(2 240 817)		(2 240 817)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	113 894 012	114 889 542	8 960	114 898 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	114 005 904	120 276 478	167 750	121 028 469

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018 Redressé note 22
Rémunération	1	9 263 747	9 141 247	9 947 565	9 208 055
Charges sociales	2	2 833 144	2 815 977	2 910 397	2 734 959
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	55 000	61 899	61 899	49 263
Autres biens et services	6	17 226 125	17 476 848	17 816 250	17 032 281
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	946 253	883 571	883 571	849 615
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	103 845	100 458	100 458	75 825
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	379 400	418 596	418 730	388 213
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 062 035	1 062 035	1 062 035	1 018 458
Transferts	13				
Autres	14	141 167	150 082	150 082	165 435
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	3 486 510	3 277 369	2 293 268	2 472 152
Amortissement des immobilisations	17	6 478 189	6 478 189	6 479 989	6 315 774
Autres					
- Autres	18	418 000	467 964	467 964	492 433
-	19				
-	20				
	21	42 393 415	42 334 235	42 592 208	40 802 463

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 627 699	4 387 140
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 778 970	2 574 689
Réserves financières et fonds réservés	3	3 433 016	2 984 312
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 468 901 ) (	2 969 166)
Financement des investissements en cours	5	(2 240 817)	(6 067 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	114 898 502	113 904 772
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	121 028 469	114 814 651
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 944 380	3 636 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	683 319	751 140
	11	4 627 699	4 387 140
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Prog. technique restauration	12	115 890	61 890
- Réclamations-Dommage-intérêts	13	75 000	75 000
- Développement durable	14	158 203	82 818
- Fonds industriel	15	383 235	347 283
- ex RDL, photos aériennes	16	127 570	117 570
- Avant. sociaux futurs	17	313 860	313 860
- SQA.E. Aqu. Égout	18	1 147 736	961 638
- Fds verts, comp. rec. red. él.	19	11 252	155 179
- Autres	20	386 512	412 604
	21	2 719 258	2 527 842
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup	22	59 712	46 847
-	23		
-	24		
	25	59 712	46 847
	26	2 778 970	2 574 689
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Bassins	27	215 657	161 959
- Élections	28	119 814	69 774
-	29		
-	30		
-	31		
	32	335 471	231 733
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	2 532 448	2 048 559
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	565 097	704 020
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	3 097 545	2 752 579
	48	3 433 016	2 984 312

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (250 918) ()	(298 871)
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (250 918) ()	(298 871)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	(250 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (283 083) ()	(294 307)
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (534 001) ()	(843 178)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	(4 288)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	(4 288)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
- Régime de retraite-Policiers	72 (1 934 900) ()	(2 121 700)
-	73 () ()	()
	74 (1 934 900) ()	(2 121 700)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	()
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	()
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	()
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	()
Autres	79	()
-	80	()
	81 (2 468 901) ()	(2 969 166)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 350 426	1 037 229
Investissements à financer	83 (4 591 243 ) (	7 104 325)
	84 (2 240 817)	(6 067 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 158 706 191	146 891 559
Propriétés destinées à la revente	86 161 280	161 280
Prêts	87 131 180	131 180
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 438 655	291 030
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 (3 292 751)	(1 864 922)
	90 156 144 555	145 610 127
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 156 144 555	145 610 127
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (49 323 036 ) (	36 696 962)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (439 168 ) (	307 876)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 6 581 251	3 177 783
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 1 934 900	2 121 700
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (41 246 053 ) (	31 705 355)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (41 246 053 ) (	31 705 355)
	101 114 898 502	113 904 772

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Avantages sociaux futurs:

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées; sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants;

- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(436 400)	(120 200)
Charge de l'exercice	4	(1 924 500)	(1 768 300)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 471 300	1 452 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(889 600)</u>	<u>(436 400)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	41 202 200	36 664 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(46 861 800)	(45 466 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(5 659 600)	(8 801 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 770 000	8 365 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(889 600)	(436 400)
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(889 600)</u>	<u>(436 400)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	<u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	41 202 200	36 664 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(46 861 800)	(45 466 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(5 659 600)	(8 801 700)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 329 800	1 267 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 329 800	1 267 300
Cotisations salariales des employés	21	(640 200)	(610 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	689 600	657 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	873 000	779 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>1 562 600</u>	<u>1 436 800</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 981 700	1 967 400
Rendement espéré des actifs	33	(1 619 800)	(1 635 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	361 900	331 500
Charge de l'exercice	35	<u>1 924 500</u>	<u>1 768 300</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	4 876 900	(48 000)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(<u>1 619 800</u>)	(<u>1 635 900</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	3 257 100	(1 683 900)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(534 800)	495 100
Prestations versées au cours de l'exercice	40	2 450 600	2 794 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	41 202 200	36 664 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	786 300	126 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,10 %	5,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,10 %	5,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements				
		2019		2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(432 700)		(420 100)
Charge de l'exercice	56	(25 800 )	(	77 600)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	48 900		65 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(409 600)		(432 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(726 500 )	(	896 900)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(726 500)		(896 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	316 900		464 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(409 600)		(432 700)
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(409 600)		(432 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(726 500 )	(	896 900)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(726 500 )	(	896 900)
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	1 500		47 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>1 500</u>	<u>47 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>24 300</u>	<u>30 400</u>
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>24 300</u>	<u>30 400</u>
Charge de l'exercice	87 <u>25 800</u>	<u>77 600</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (32 100)	50 700
Prestations versées au cours de l'exercice	92 48 900	65 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 5	5
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,80 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 3,50 %	3,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,10 %	6,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 032	2 032
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	6
	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités et/ou villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités et/ou villes. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités et/ou villes participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités et/ou villes participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité et/ou ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>9 050</u>	<u>8 319</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	30 497	28 037
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	10 096	10 325
	120	<u>40 593</u>	<u>38 362</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	24 449 187	24 449 187	22 799 774
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	186 721	186 721	340 632
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	24 635 908	24 635 908	23 140 406
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 686 933	2 686 933	2 673 196
Égout	11	1 853 179	1 853 179	1 779 358
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 917 723	1 917 723	1 892 048
Autres				
- Fosses septiques	14	79 577	79 577	78 722
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	116 176	116 176	117 123
Service de la dette	18	149 582	149 582	198 331
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 803 170	6 803 170	6 738 778
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 803 170	6 803 170	6 738 778
	27	31 439 078	31 439 078	29 879 184

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	265 897	265 897	256 710
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	12 318	12 318	12 103
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	112	112	112
	32	278 327	278 327	268 925
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	948 111	948 111	666 805
Cégeps et universités	34	504 506	504 506	489 423
Écoles primaires et secondaires	35	807 442	807 442	774 623
	36	2 260 059	2 260 059	1 930 851
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 538 386	2 538 386	2 199 776
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	99 068	99 068	81 036
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	5 765	5 765	5 650
Taxes d'affaires	44			
	45	104 833	104 833	86 686
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	12 289	12 289	11 760
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	12 289	12 289	11 760
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	68 120	68 120	69 486
	51	68 120	68 120	69 486
	52	2 723 628	2 723 628	2 367 708

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 059	1 059	
Sécurité publique				
Police	54	287 429	287 429	170 925
Sécurité incendie	55	530	530	
Sécurité civile	56	16 500	16 500	6 842
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	26 345	26 345	25 815
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	21 595	21 595	30 119
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	64 619	64 619	30 119
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	189 986	189 986	193 034
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	12 000	12 000	
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			4 500
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	530	530	
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	28 612	134 851	57 095
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	77 773	77 773	56 066
Autres	89	14 025	14 025	47 950
Réseau d'électricité	90			
	91	741 003	847 242	622 465

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 192 884	1 192 884	228 324
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			124 659
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			15 737
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 391 697	1 391 697	627 988
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 454 957	1 454 957	523 362
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124	300 000	300 000	1 124
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	1 009 888	1 009 888	170 793
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	5 349 426	5 349 426	1 691 987

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	329 654	329 654	344 890
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	329 654	329 654	344 890
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 420 083	6 526 322	2 659 342

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	27 806	27 806	36 770
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	27 806	27 806	36 770
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	269 331	269 331	246 108
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	269 331	269 331	246 108
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153	27 734	27 734	27 239
Autres	154			
	155	27 734	27 734	27 239
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	8 152	8 152	8 131
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	2 366 120	2 366 120	3 333 238
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164	5 000	5 000	5 000
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	2 379 272	2 379 272	3 346 369
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	189 725	189 725	189 366
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179	56 313	56 313	51 246
	180	246 038	246 038	240 612
Réseau d'électricité	181			
	182	2 950 181	2 950 181	3 897 098

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183			
Évaluation	184	10 316	10 316	10 487
Autre	185	49 133	49 133	42 916
	186	59 449	59 449	53 403
Sécurité publique				
Police	187	145 991	145 991	138 705
Sécurité incendie	188	230 955	230 955	198 484
Sécurité civile	189			
Autres	190	325	325	1 817
	191	377 271	377 271	339 006
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	113 259	113 259	15 183
Enlèvement de la neige	193	75 764	75 764	70 954
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198		35 100	35 418
Autres	199			
	200	189 023	224 123	121 555
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	55 563	55 563	69 750
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	1 049 320	1 049 320	1 194 888
Matières recyclables	206	75 000	75 000	110 937
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	11 106	11 106	
Autres	210			
	211	1 190 989	1 190 989	1 375 575
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214	5 649	5 649	7 192
	215	5 649	5 649	7 192
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	55 027	55 027	39 867
	220	55 027	55 027	39 867
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	1 098 985	1 132 493	1 224 692
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	24 798	24 798	32 467
Autres	223	10 251	10 251	15 196
	224	1 134 034	1 167 542	1 272 355
Réseau d'électricité	225			
	226	3 011 442	3 080 050	3 208 953
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	5 961 623	6 030 231	7 106 051

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	87 437	87 437	92 053
Droits de mutation immobilière	229	847 033	847 033	1 024 601
Droits sur les carrières et sablières	230	16 231	16 231	11 276
Autres	231			
	232	950 701	950 701	1 127 930
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	722 139	722 139	648 026
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	424 632	451 001	438 337
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	18 613	18 613	(24 648)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			29 547
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238	129 844	129 844	
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	1 242 294	1 242 294	1 699 349
	245	1 390 751	1 390 751	1 704 248
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			(396 761)

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	812 258	12 598	824 856	824 856	835 277
Greffe et application de la loi	2	1 033 405	2 621	1 036 026	1 036 026	982 139
Gestion financière et administrative	3	2 034 973	61 303	2 096 276	2 096 276	1 662 502
Évaluation	4	660 507	28 258	688 765	688 765	387 357
Gestion du personnel	5	452 804	203	453 007	453 007	468 760
Autres						
- Autres dépenses non réparties	6	390 157	173 042	563 199	563 199	869 092
-	7					
	8	5 384 104	278 025	5 662 129	5 662 129	5 205 127
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 126 973	34 156	3 161 129	3 161 129	2 954 648
Sécurité incendie	10	2 477 656	225 722	2 703 378	2 703 378	2 406 204
Sécurité civile	11	21 165	1 597	22 762	22 762	22 753
Autres	12	182 613		182 613	182 613	182 982
	13	5 808 407	261 475	6 069 882	6 069 882	5 566 587
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 596 801	1 303 101	3 899 902	3 899 902	3 351 524
Enlèvement de la neige	15	2 932 195	161 297	3 093 492	3 093 492	3 279 242
Éclairage des rues	16	279 495	5 252	284 747	284 747	408 995
Circulation et stationnement	17	645 069	8 868	653 937	653 937	603 689
Transport collectif						
Transport en commun	18	59 211	1 867	61 078	61 078	60 523
Transport aérien	19	165 968	97 658	263 626	290 288	288 633
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	6 678 739	1 578 043	8 256 782	8 283 444	7 992 606

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 007 634	534 218	1 541 852	1 404 694
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 148 802	663 105	1 811 907	1 739 754
Traitement des eaux usées	25	396 268	710 854	1 107 122	1 072 189
Réseaux d'égout	26	993 515	927 384	1 920 899	1 923 185
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	427 419		427 419	423 196
Élimination	28	3 026 106	305 929	3 332 035	3 892 310
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	380 115		380 115	380 615
Tri et conditionnement	30	518 209	21 713	539 922	374 094
Matières organiques					
Collecte et transport	31	357 359		357 359	421 806
Traitement	32	63 085	28 919	92 004	110 164
Matériaux secs	33	38 876		38 876	103 753
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	29 740		29 740	57 867
Protection de l'environnement	38	212 512	12 088	224 600	94 891
Autres	39	101 512		101 512	50 979
	40	8 701 152	3 204 210	11 905 362	12 049 497
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	154 725		154 725	147 215
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	68 085		68 085	66 746
	44	222 810		222 810	213 961
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	704 957	3 933	708 890	759 707
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46	124 333		124 333	46 091
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	570 612	7 703	578 315	528 839
Tourisme	49	252 056	10 632	262 688	231 268
Autres	50				
Autres	51	(250 000)		(250 000)	
	52	1 401 958	22 268	1 424 226	1 565 905

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	578 033	28 322	606 355	553 518
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 653 750	382 604	2 036 354	2 020 085
Piscines, plages et ports de plaisance	55	338 011	15 766	353 777	336 122
Parcs et terrains de jeux	56	1 521 051	496 792	2 017 843	1 857 681
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	377 730	26 324	404 054	184 236
	60	4 468 575	949 808	5 418 383	4 951 642
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	884 703	139 223	1 023 926	1 043 005
Bibliothèques	62	814 320	45 137	859 457	819 712
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	68 856		68 856	67 462
Autres ressources du patrimoine	64	19 797		19 797	13 306
Autres	65				
	66	1 787 676	184 360	1 972 036	1 943 485
	67	6 256 251	1 134 168	7 390 419	6 895 127
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	865 146		865 146	811 303
Autres frais	70	118 883		118 883	114 137
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	386 200		386 200	361 900
Autres	72	32 396		32 530	26 313
	73	1 402 625		1 402 759	1 313 653
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	6 478 189	(6 478 189)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 489 228	1 489 228	1 827 256
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			191 929
	Conduites d'égout	1 195 728	1 195 728	1 845 960
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	3 281 875	3 281 875	716 364
	Chemins, rues, routes et trottoirs	5 178 342	5 178 342	4 027 444
	Ponts, tunnels et viaducs	60 461	60 461	
	Systèmes d'éclairage des rues	175 609	175 609	1 532 195
	Aires de stationnement	290 582	290 582	68 190
	Parcs et terrains de jeux	413 279	413 279	118 921
	Autres infrastructures	42 445	42 445	21 426
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	445 843	445 843	419 472
	Édifices communautaires et récréatifs	3 391 927	3 391 927	356 061
	Améliorations locatives			
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 510 893	1 510 893	508 277
	Ameublement et équipement de bureau	67 139	67 139	69 952
	Machinerie, outillage et équipement divers	304 930	304 930	785 352
	Terrains	448 377	448 377	9 136
	Autres			
		22	18 296 658	12 497 935
			18 296 658	12 497 935

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 489 228	1 489 228	1 827 256
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			191 929
	Conduites d'égout	1 195 728	1 195 728	1 845 960
	Autres infrastructures	9 442 593	9 442 593	6 484 540
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable			
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures			
	Autres immobilisations	6 169 109	6 169 109	2 148 250
		34	18 296 658	12 497 935
			18 296 658	12 497 935

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	704 020	369 706	508 629	565 097
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 774 408		622 034	2 152 374
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	30 348 627	13 234 502	3 119 647	40 463 482
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	33 827 055	13 604 208	4 250 310	43 180 953
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 177 783	3 947 421	543 953	6 581 251
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 177 783	3 947 421	543 953	6 581 251
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 177 783	3 947 421	543 953	6 581 251
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	3 177 783	3 947 421	543 953	6 581 251
	19	37 004 838	17 551 629	4 794 263	49 762 204
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	37 004 838	17 551 629	4 794 263	49 762 204

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	49 762 204
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 591 243
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	565 097
--	---	---------

Débiteurs	9	6 581 251
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 350 426
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	44 856 673
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	44 856 673
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 361 452
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	46 218 125
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	46 218 125
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	1 281 570
--	----	-----------

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	280 230	280 230	283 537
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	29 692	29 692	52 001
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	12 014	12 014	12 147
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	291 250	291 250	226 457
Cours d'eau	13	29 740	29 740	30 092
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	123 127	123 127	118 436
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	168 941	168 941	167 478
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	29 970	29 970	30 091
Activités culturelles	23	97 071	97 071	98 219
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 062 035	1 062 035	1 018 458

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1	307 744	158 161
Charges sociales	2	68 995	35 376
Biens et services	3	17 880 496	12 268 473
Frais de financement	4	39 423	35 925
Autres	5		
	6	18 296 658	12 497 935

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,16	40,00	85 615,70	3 517 727	1 175 506	4 693 233
Professionnels	2						
Cols blancs	3	37,53	35,00	68 297,74	2 153 715	719 608	2 873 323
Cols bleus	4	43,83	40,00	91 158,84	2 555 757	808 318	3 364 075
Policiers	5						
Pompiers	6	20,99	40,00	43 662,91	984 853	124 766	1 109 619
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	143,51		288 735,19	9 212 052	2 828 198	12 040 250
Élus	9	7,00			236 939	56 774	293 713
	10	150,51			9 448 991	2 884 972	12 333 963

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	21 595	1 004 582	387 115		1 413 292
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	64 619	1 023 054	431 903		1 519 576
Autres	16	984 443	2 170 959	331 813		3 487 215
	17	1 070 657	4 198 595	1 150 831		6 420 083

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	34 246	32 110
Évaluation	2	3 116	2 915
Autres	3	120 019	128 685
	4	157 381	163 710
Sécurité publique			
Police	5	59 086	62 021
Sécurité incendie	6	33 652	28 551
Sécurité civile	7		28
Autres	8		
	9	92 738	90 600
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	232 496	196 869
Enlèvement de la neige	11	50 930	43 658
Autres	12	36 583	16 341
Transport collectif	13	157	37
Autres	14		
	15	320 166	256 905
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	48 317	55 366
Réseau de distribution de l'eau potable	17	218 113	197 323
Traitement des eaux usées	18	3 529	3 569
Réseaux d'égout	19	213 464	199 504
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	93 706	104 999
Matières recyclables	21	1 691	2 659
Autres	22	2 465	1 331
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		2 818
	26	581 285	567 569
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	1 910	1 257
	30	1 910	1 257
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	18 926	22 047
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	4 304	6 641
Autres	34		
	35	23 230	28 688
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	164 432	170 843
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	16 824	18 637
Autres	38	44 659	15 444
	39	225 915	204 924
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 402 625	1 313 653

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Beaulieu, André	14 724	7 362
Bastille, Mario	14 724	7 362
Drapeau, Steeve	14 724	7 362
Lepage, Nelson	14 724	7 362
Minville, Jacques	14 724	7 362
Vignet, Sylvie	84 121	16 767
Plourde Gérald	14 724	7 362

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 700 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	21 994 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	56 637 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	91 328 \$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 40 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 41 \$

b) Dépenses d'investissement 42 \$

c) Total des frais encourus admissibles 43 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 44 _____

b) Date d'adoption de la résolution 45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

48 _____ 546-2019

49 _____ 2019-10-28

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la Ville de Rivière-du-Loup

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108840
Rivière-du-Loup, le 11 mai 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	25 549 119
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	170 996
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	25 720 115

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 732 640
Égout	11	1 945 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 048 118
Autres		
- Fosses septiques	14	82 800
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	113 000
Service de la dette	18	121 807
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	7 043 365
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	7 043 365
	27	32 763 480

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	292 133
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	12 100
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	120
	5	304 353

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	999 599
Cégeps et universités	7	551 426
Écoles primaires et secondaires	8	905 248
	9	2 456 273

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 760 626

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	106 717
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	5 700
Taxes d'affaires	17	
	18	112 417

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	12 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	12 500

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 885 543

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 231 169 954	X 5 1,1018	/100\$ 6 13 565 302				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 209 064 147	X 8 1,1354	/100\$ 9 2 373 700				
Immeubles non résidentiels	10 408 150 549	X 11 1,9193	/100\$ 12 7 833 556				
Immeubles industriels	13 75 813 350	X 14 2,1331	/100\$ 15 1 617 197				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 17 591 800	X 20 2,0215	/100\$ 21 355 613				
Immeubles agricoles	22 9 045 300	X 23 1,1018	/100\$ 24 99 663				
Total			25 25 845 031	26 (295 912)	27 ()	28	29 25 549 119
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 1 | 0	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 8 | 2	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 4	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Assainissement eaux usées	0,0006	1	
Puits en alimentation	0,0094	1	
Vidanges des fosses septiques	100,0000	7	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	32 763 480
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>296 112</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	136 062

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 118 333
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	113 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>28 668 209</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 950 835 100

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 4 | 6 | 9 | 5 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	7 833 556	1 617 197		355 613	2 373 700	99 663
De secteur	2	38 258	6 262			18 134	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	111 205	10 602				
Autres	5	736 084	490 722			1 587 216	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	8 719 103	2 124 783		355 613	3 979 050	99 663

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	13 529 695	35 607	(295 912)	25 549 119
De secteur	10	108 049	293		170 996
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				121 807
Autres	13	3 991 456	3 080		6 808 558
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	17 629 200	38 980	(295 912)	32 650 480

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	56 512 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-01-20	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>43 764 787 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>6 092 740 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 588 375 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jacques Moreau , atteste que le rapport financier consolidé de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-19.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Rivière-du-Loup.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rivière-du-Loup consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Rivière-du-Loup détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-20 10:19:16

Date de transmission au Ministère :